

L'hon. M. Monteith: C'est certainement vrai. Il ne dit pas pourquoi la surtaxe ne frappe pas les revenus dépassant \$50,000 mais il entend évidemment prendre l'argent nécessaire dans la poche du contribuable moyen.

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au député? C'est simplement une mise au point parce que je ne crois pas qu'il ait voulu dire ce qu'il a dit. (*Exclamations*)

L'hon. M. Monteith: Si le ministre veut poser la question de privilège, qu'il le fasse carrément, et non pas sous la forme d'une question. Je n'ai pas interrompu le ministre l'autre soir.

J'ai déclaré que ce gouvernement a simplement fixé des impôts pour payer ce qu'il juge nécessaire aux Canadiens, et non pas pour ce que veulent ces derniers. D'après le ministre, prévenir vaut cent fois mieux que guérir. Pourquoi n'y a-t-il pas pensé en devenant ministre et pourquoi n'a-t-il pas montré un certain sens des responsabilités lorsqu'il était ministre du Commerce en s'opposant aux mesures proposées par ses collègues?

Maintenant, il fait la leçon aux Canadiens sur la conduite qu'ils doivent adopter dans la situation économique actuelle. En fait, le ministre nous fait la leçon depuis qu'il est en fonction. Que dire de ceux qui, se fiant aux déclarations faites par le ministre au cours des deux dernières années, l'ont cru sur parole et s'imaginent que leur situation n'a jamais été aussi bonne? Que dire de ceux qui ont jugé, en se fiant à ses assurances, qu'ils pouvaient se permettre d'acheter une maison, une voiture, ou d'autres articles et dont les dettes s'accompagnent maintenant d'intérêts toujours croissants? Le ministre ne pense pas à ces gens quand il augmente sans cesse les impôts. Pour faire face à leurs obligations, ils disposent de moins en moins d'argent, car le gouvernement actuel veut toujours prélever plus d'impôts.

• (3.30 p.m.)

Examinons la situation déplorable dans laquelle se trouve une famille canadienne typique. Depuis 1965, l'inflation a coûté des centaines de dollars à la famille moyenne. L'indice des prix à la consommation s'élevait à 150.5 en octobre 1967, comparativement à 100 en 1949. Il s'est maintenu tout juste au-dessus de 150 pendant quatre mois. En décembre 1965, il était de 140.8. En moins de deux ans, il a donc fait un bond fabuleux de 10 points. Cela signifie que tous les salariés ont beaucoup perdu à cause de la dépréciation du dollar.

[L'hon. M. Sharp.]

Quelqu'un qui gagnait \$5,000 en décembre 1965 ne touche plus maintenant que \$4,666. Qu'est-ce que cela représente pour le citoyen moyen? Permettez-moi de vous donner un exemple en utilisant les dernières statistiques fiscales disponibles, celles de 1965. Je prends le cas de la ville de Stratford, où je demeure. Le revenu moyen des habitants de Stratford qui payaient de l'impôt sur le revenu s'élevait à \$4,527. Comme ils versaient en moyenne \$485 en impôt, il leur restait \$4,042 pour vivre, pour payer leurs intérêts, leurs taxes municipales, leur loyer, leur nourriture, leurs vêtements et pour toutes leurs autres dépenses. D'accord, leur revenu a probablement augmenté depuis.

Supposons qu'une personne reçoive le même nombre de dollars aujourd'hui qu'en 1965, comme c'est probablement le cas pour bien des gens à revenu fixe. Vous rendez-vous compte du montant que cette personne a perdu, même sans tenir compte du changement dans le taux d'imposition? Ce montant de \$4,042, pour 1965, vaut à l'heure actuelle \$3,772. La majoration des coûts a absorbé \$270 du revenu de ce contribuable moyen. N'oublions pas que ce calcul est fondé sur le chiffre de 1965 et sur l'impôt perçu à ce temps-là. Depuis, le gouvernement actuel a majoré l'impôt sur le revenu des particuliers en mars et décembre 1966. Ces augmentations d'impôt mises à part, de même que celle aussi qui va être effectuée maintenant, il ne reste aujourd'hui, à cause de l'inflation, que \$3,772, au contribuable qui touche un revenu moyen de \$4,527. D'après le niveau d'imposition actuelle, il lui en resterait encore bien moins.

Le gouvernement se propose d'augmenter de nouveau les impôts. Est-il étonnant que le Canadien moyen ne puisse joindre les deux bouts? Je prétends que le gouvernement actuel en est responsable. Le ministre dit qu'il va supprimer les déficits budgétaires autant que possible pour l'année prochaine. Il faut bien s'entendre sur la réduction des dépenses de l'État.

L'hon. M. Sharp: Maintenant vous vous y opposez?

L'hon. M. Monteith: Depuis des semaines, le ministre parle de réductions.

L'hon. M. Sharp: Sans le moindre encouragement des vis-à-vis.

L'hon. M. Monteith: L'autre soir, il a été forcé d'admettre qu'il ne pouvait pas réduire les dépenses mais qu'il pouvait en contrôler l'augmentation. Je ne crois pas qu'il puisse même faire cela.

L'hon. M. Sharp: Pas avec l'appui de l'opposition.